

# Pour qui travaille le journaliste ?

## #1 *Un peu d'histoire à la rescousse*

PAR **HERVÉ BRUSINI**, JOURNALISTE,  
ARTICLE ÉCRIT EN FÉVRIER 2020

La Scam interroge, par cette question fondamentale, des femmes et hommes journalistes pour une série d'articles.

**S**imple et cruciale question. Apparemment, la réponse qui dirait « pour le public » ne semble plus évidente. La tentation serait d'en débattre dans les fracas de l'actualité, sur le champ de bataille de l'info: là, maintenant. Qu'il soit ici permis de résister à l'injonction du temps réel. Essentielle, l'interrogation mérite davantage. Elle pousse à l'introspection. Seule l'histoire permet de sortir de l'habituelle invocation – fût-elle sincère – de toutes les qualités de rigueur professionnelle ou d'honnêteté morale chères aux journalistes. Ceci n'est donc que la tentative de réponse de quelqu'un qui n'est pas historien, mais journaliste.

Alors, vous me suivez? Tendez l'oreille cela vient de loin. De l'époque où des fondamentaux se mettaient en place, afin de nous aider – sans le savoir –, à penser la réponse.

« Les journaux sont enlevés et disputés à mesure qu'ils paraissent; on les lit à haute voix dans la rue, dans les voitures publiques, dans les ateliers, dans les magasins, dans les familles [...] » C'est monsieur Gassigneul qui s'émerveille ainsi à la une du *Petit Journal*. Il n'est ni le rédacteur en chef ni le fondateur du titre né en 1863, mais son imprimeur. L'homme se réjouit de voir ses rotatives tourner à plein régime. Et de clamer ainsi le 24 septembre 1869 la sanction chiffrée du succès: « nous dirons le chiffre exact du tirage du *Petit Journal* d'hier. Il a été vendu 373 000 exemplaires de ce numéro. Les demandes s'élèvent à 400 000 aujourd'hui ». Un



« Marchande de journaux »,  
carte postale publiée  
par Kunsli Frères éditeurs,  
avant 1904. Musée de  
la Carte Postale, Antibes.

imprimeur qui s'exprime en première page, cela n'est certainement pas un hasard. On ne saurait mieux manifester pour qui travaillaient nos chers confrères du quotidien en vogue. Tout simplement, pour le tirage. Tel est peut-être ici, le premier nom donné au « public », cette foule anonyme impossible à connaître jadis, si ce n'est par les chiffres de vente. Un feuilleton sanglant était à l'origine de ce « record d'audience ». L'affaire Troppmann, ou la chasse au *serial killer*. Huit personnes d'une famille alsacienne, les Kinck, assassinées par un ouvrier mécanicien, Jean-Baptiste Troppmann. Cinq mois de gros titres. De la découverte des cadavres à Pantin, à l'exécution du coupable, aucun détail sanglant ne fut épargné au lecteur. Ce que M. Gassigneul confirme à sa manière, dans les premières lignes de son triomphant édito : « jamais crime n'a excité à ce point, émotion et curiosité ». Une formule – comme on le sait désormais – promise au succès. Mais à trop chercher la vente en surmultiplié, on a pris le risque d'exaspérer. Le « petit reporter » inventait parfois l'horreur « encore plus » sordide, le scandale « encore plus » croustillant. La fausse nouvelle pouvait fréquenter le crapoteux. Une aubaine pour « ceux d'avant », les tenants d'une presse d'opinion politique et littéraire. Ces derniers qui se voyaient maintenant dépassés, ringardisés par ces journaux qui n'évoquaient plus les batailles parlementaires ou théâtrales, y allaient de leur mépris, voire de leur haine à longueur de colonnes. Car la presse n'œuvrait plus pour l'élite, l'entre-soi de l'époque. La loi de 1882 avait introduit l'instruction obligatoire, le peuple savait désormais lire et écrire. La presse d'information de masse était née – sous l'égide de la loi de 1881 –, et par définition, l'ambition du plus grand nombre chevillée dans les lignes de plomb. Avec elle, dans le même temps, en contrepoint presque indissociable, la critique, la polémique, la colère. L'acte de naissance de cette défiance consignée noir sur blanc, existe bien. C'est une revue, habituée à débattre des idées, qui vint interroger, le but et les méthodes de cette presse nouvelle. Le 4 décembre 1897 dans la *Revue bleue*, Henry Bérenger, un intellectuel, rédigeait une apostrophe intitulée « Les responsabilités de la presse contemporaine ». « Il y a, écrit-il, une crise de l'école, il y a une crise du Parlement, il y a une crise de la presse. Tout le monde le sait, et tout le monde en discute [...] Nous voudrions que la crise de la presse contraignît tous les intellectuels à réfléchir sur les conditions faites au journalisme contemporain et sur les moyens de l'améliorer. » Les accents de modernité de ces quelques lignes surprennent. C'est qu'est ici posé, il y a plus de cent vingt ans, un acte d'accusation demeuré presque intact à travers le temps. Ce qui est aussi rassurant que navrant. Bérenger interroge : « Qu'est-ce qu'un journaliste dans un journal ? » et l'on entend : « Pour qui travaille-t-il ? À quoi sert-il ? » En pleine affaire Dreyfus, « les scandales de Panama, poursuit Bérenger, l'affaire Vacher, celle du docteur Laporte, semblent prouver que la presse, par ses informations hâtives et retentissantes, égare l'opinion publique, l'affole au moment même où elle la renseigne et l'informe ». Un sociologue ombrageux était passé par là. Dans sa mise en cause en effet, Bérenger s'appuyait sur les travaux d'Alfred Fouillée. Agrégé de philosophie, ce dernier croyait aux « idées-forces ». Selon lui, comme la presse d'information parlait des crimes, de la corruption, et qu'elle n'hésitait pas à sombrer dans la pornographie, c'est elle qui propageait ces « idées » devenues alors forces destructrices. La presse, disait-il, « glorifie les actes illégaux », « les images colorées [déjà] des assassinats engendrent un vertige homicide ». La presse

opérerait à la façon d'un agent contagieux. Et le socialisme cher à M. Marx ne ferait qu'aggraver la situation, aux dires de Fouillée. Car la misère avancée par les tenants du socialisme pour expliquer, voire excuser, cette terrible situation n'est pas la cause originelle. Non. Le journalisme est bel et bien le véritable instigateur de « l'atmosphère morale troublée, orageuse, fiévreuse [...] de cet état électrique perpétuel [de la démocratie] », accuse Fouillée dans la *Revue des deux mondes*, en 1897. Là encore la charge n'est pas sans rappeler des réquisitoires plus contemporains.

Et Bérenger d'annoncer une vaste enquête dans toute la presse de l'époque.

Premières questions : « Estimez-vous que la presse française ne remplit pas son office légitime ? Et quels remèdes verriez-vous à ces maladies du journalisme ? » Bérenger précise : « Vous apparaissent-elles comme incurables et constitutives, ou croyez-vous que tout en conservant à la presse son entière liberté, on lui rendrait sa vraie fonction d'éducatrice sociale par une organisation plus logique et des mœurs plus sévères ? » Bérenger souhaitait l'instauration d'un « Conseil de l'Ordre du journalisme ». Un tel discours évoquait le journalisme d'opinion qui depuis longtemps déjà s'était forgé tout un système de représentation, une hiérarchie. Avec d'un côté, « un grand journalisme que distinguerait sa dignité, et de l'autre, un petit journalisme méprisable », comme le résume l'historien Christian Delporte. Or, « le méprisable » était alors sur le point de balayer « le digne ». « En 1888, pour la première fois, les ventes d'un quotidien dépassèrent le million d'exemplaires », constate l'historien Gérard Noiriel. L'interpellation de la *Revue bleue* a fait mouche. Toute la planète éditoriale s'est sentie mise en demeure d'avoir à répondre. À la une de nombreux quotidiens du moment, le questionnaire est évoqué tantôt sur un ton moqueur, tantôt avec le plus grand sérieux. Comme un matériau historique de premier plan, des signatures restées historiques à maints égards vont définir enfin, par écrit, ce qu'est ce journalisme que certains décrient, et qui est pourtant massivement lu. Alors pour qui travaillaient les journalistes ? Place cette fois, aux coupables eux-mêmes, les journalistes, qui vont surtout évoquer le « pourquoi » ils sont à la tâche.

La troupe de ces gens de plume est éclectique. Ils sont sinistres ou glorieux. Un antisémite notoire sera le premier à être publié. Le patron de la *Libre parole*, Édouard Drumont, lâche dans un sarcasme : « Maintenant que les députés n'osent plus parler de rien à la Chambre, ce n'est que par le journal que les Français apprennent ce qui se passe, ont les moyens de se faire une opinion, peuvent avoir l'illusion de vivre sous un gouvernement libre [...] La presse, quelle que soit la cause qu'elle serve, [...] est la seule qui puisse donner aux hommes la joie profonde d'entendre parler librement des choses qui les intéressent. » Voilà pour l'anti-dreyfusard Drumont. Beaucoup d'autres parleront de l'actualité et de l'opinion. Depuis les années 1880, rapporte Gérard Noiriel, le mot actualité s'était en effet « répandu dans le discours public. Chaque jour, les quotidiens de masse imposaient désormais les sujets dont tout le monde devait débattre et les personnages que tout le monde devait connaître ». En produisant de « l'information » pour le plus grand nombre, les journalistes affirmaient travailler à l'édification, de la démocratie. Dans un tel office, un mot prend toute son importance :

*vérité*. En 1897, même si l'on parle de mensonge ou de fausse nouvelle, la quête de la vérité n'est pas l'argument premier avancé par les journalistes. Il figure par exemple à quatre reprises dans l'article suivant signé, cette fois, Jean Jaurès. L'auteur qui vise d'autres objectifs, se présente comme « député et publiciste ». De fait l'élu socialiste de 38 ans, ne fondera *L'Humanité* que sept ans plus tard. « Il ne me paraît pas possible de régler et de « moraliser » la presse, réplique Jaurès aux souhaits de Bérenger. Elle est un reflet de l'état social ; et c'est celui-ci qu'il faudrait transformer [...] » Et d'ajouter : « Sans l'intervention de la presse qui par sa diversité, désagrège et désorganise toutes les opinions, les préjugés haineux resteraient à l'état de bloc. » Si la presse agissait dans le même sens, elle supprimerait toute vérité. Le pluralisme, comme on dirait maintenant, garantirait ainsi grâce à des journalistes médiateurs, la possibilité démocratique. Voilà qui (là encore) n'est pas sans écho. Avec ce but ultime, conclut le député journaliste engagé, de parvenir à la « dissolution du régime capitaliste ». Un journalisme de combat donc qui travaille pour une cause.

Et en 1897, l'époque n'en manque pas. Les révoltes ouvrières, l'explosion au grand jour de l'affairisme, le choc des idéologies et plus globalement le bouleversement mondial des techniques, de l'économie, etc. À maints égards les passerelles existent avec les jours que nous traversons. En tout cas, la plupart des journalistes signataires, comme Georges Clemenceau, Max Nordau, Maurice Talmeyr ou Émile Zola, ont célébré la liberté. L'auteur du « J'accuse » en a même fait une condition *sine qua non* : « la vérité ne peut être que par la liberté », assène-t-il. Seule voix dissonante, celle de Raymond Poincaré. Le futur président de la République écrit ces mots : « La confiance instinctive et superstitieuse en l'information typographiée s'en va peu à peu mais sûrement [...] L'ouvrier, le paysan commencent à se dire qu'un article de journal n'a pas plus d'importance qu'une conversation tenue dans un café. » Eh oui, déjà ! Un signal faible, dirait-on de nos jours. Et les femmes journalistes, existaient-elles ? Pour qui travaillaient-elles ? 1897, la même année que le questionnaire Bérenger, voit la naissance du journal *La Fronde*. Remarquable acuité, modernité de ce journalisme de lutte face aux injustices subies par les femmes. Sous la houlette de Marguerite Durand, « elles ont l'impertinence de faire œuvre de leur cerveau », affirmait l'éditorial du 9 décembre. Bataille déjà conduite pour le droit à l'avortement avec Melle Séverine, revendication d'une condition qui ne soit plus celle de ménagère ou de courtisane avec Marie Anne de Bovet, au moins ces journalistes-là ne s'interrogeaient guère sur la finalité de leur emploi. Cette « nouvelle femme, une journaliste », comme le dit le critique des médias W. Joseph Campbell, c'est principalement aux États-Unis qu'on l'a vue investir peu à peu les colonnes des grands quotidiens. Autant d'exploits, de défis lancés par la jeune Nellie Bly dont les journaux français ont salué en 1889 un tour du monde resté fameux car réalisé en soixante-douze jours. Moins que Phileas Fogg, le héros inventé par Jules Verne. L'écrivain français que Bly avait rencontré, félicita « l'intrépide ». Ce succès international montre assez le lien indissociable entre le « comment » et le « pour qui » travaillaient les journalistes. Certes, il s'agissait de faire de Bly l'héroïne de ses propres papiers. Mais le reportage supposait bel et bien une implication physique. Il fallait « aller y voir ». Un enjeu quasi vital pour Bly. C'était aussi et surtout une garantie de vérité. Celle

du « terrain », le lieu même de l'enquête et de son ambition politique. Bly était en mesure de dénoncer d'insupportables conditions sociales parce qu'elle les avait vécues. Elle était devenue elle-même, clandestinement, tantôt ouvrière en usine ou à la mine, tantôt malade en asile, etc. Elle inventait l'investigation en immersion, avec à la clé le scandale et l'interpellation politique. Bref, elle était ce « témoin-ambassadeur » dont parle la politologue Géraldine Muhlman. Celle qui convie lecteurs et lectrices à découvrir si ce n'est l'inaccessible, en tout cas « le caché ». On a appelé cela, le journalisme coup de force (*stunt journalism*), dirigé contre l'état de fait. Préfiguration du journalisme *muckraker*, ou fouille-merde, ainsi que l'avait baptisé le président Théodore Roosevelt face à une autre femme journaliste Ida Tarbell. Cette dernière s'en était prise à la Standard Oil de John D. Rockefeller. On lui doit les lois antitrust américaines. À l'instar de Bly, Tarbell fut remarquée en France, en particulier pour son « travail minutieux, conduit sans haine, mais aussi sans égards ni ménagements ». Implicitement, le journalisme à la française reconnaissait ainsi ses différences. Plus adepte du style, parfois moins soucieux des faits, mais toujours dans cette vision du travail du reporter : « qui n'est pas de faire plaisir, non plus du tort, il est de porter la plume dans la plaie », comme le disait Albert Londres. Dénoncer. Pas d'hésitation entre « le voile ou un peu de lumière. À d'autres le voile ! » clamait le grand reporter.

Bien, nous revoici aujourd'hui. Vous les voyez sur la table ces figures – trop – rapidement évoquées ? Il y a là quelques fondamentaux du métier comme de sa critique. Le reportage. L'engagement. La rigueur. La puissance de l'argent. La séduction du plus grand nombre... Qu'est-il advenu de tout cela ? Vous êtes songeurs. À quoi bon ce rappel historique. Il est vrai que désormais, les images, les informations nous parviennent en un clin d'œil, que la statistique a puissamment redéfini l'information, que nombre de citoyens ne se reconnaissent plus dans les images de l'information, qu'au pays de Bly et Tarbell, on parle de faits alternatifs... Le désarroi, au moins le malaise, sont bien là. Mais pour qui travaille le journaliste ? Même si les sondages successifs de *La Croix* pointent une perte de crédibilité, d'autres, comme ceux des Assises du journalisme de Tours, affirment que les journalistes demeurent utiles. Mieux, lors d'une série de rencontres entre citoyens et journalistes, une douzaine de médias a posé le principe d'une co-construction de l'information. Il ne s'agirait alors plus de travailler « pour » mais « avec ». Comme si à l'ère numérique, il avait fallu plus de cent vingt ans au journaliste pour descendre de son piédestal, et plus de cent vingt ans au citoyen, pour acquérir les savoir-faire du journaliste. ✪